

superficie supérieure à celle du Nouveau-Brunswick. C'est dire que notre Gaspésie a l'allure d'une province et je voudrais que cette petite patrie connaisse bientôt, sous un gouvernement conservateur progressiste, l'élan économique nécessaire qui permettra à sa population de profiter de l'expansion économique dont jouit actuellement la nation canadienne en général.

Dans la circonscription de Bonaventure, les données statistiques prouvent que le standard de vie est de beaucoup inférieur à celui des circonscriptions limitrophes des villes industrielles. La Gaspésie, qui comprend la circonscription de Bonaventure, est la partie la plus vieille du pays, et pourtant elle n'a pas suivi le rythme de prospérité de notre Canada tout entier.

Au cours des soixante-sept dernières années, mon comté fut toujours représenté par des députés libéraux et, pendant ces soixante-sept ans, ce coin du pays fut négligé. Il est pourtant situé aux portes même d'un débouché fluvial très efficace, de nature à favoriser son expansion économique, grâce aux marchés européens et américains; mais nos ports de mer naturels ne furent pas mis en valeur adéquatement, pas plus que nos réseaux ferroviaires.

Les recensements nous prouvent en outre un fait frappant: c'est la diminution de notre population. Au lieu d'augmenter au rythme normal d'une vaillante population vivace, notre capital humain décroît. Le pourcentage des ruraux baisse d'année en année. Nos établissements agricoles avaient espéré pouvoir empêcher une seconde dispersion de nos fils acadiens; hélas! on connaît davantage l'émigration des jeunes cultivateurs et colons qui doivent assurer ailleurs leur gagne-pain quotidien. Combien de gars et de filles de mon comté sont dispersés aux quatre coins du pays, quand ils ne le sont pas outre-frontière! Ils n'ont pas dit adieu à leur petite patrie, mais ils espèrent toujours que des conditions meilleures les ramèneront à leur foyer d'origine.

A ces milliers de Gaspésiens, j'offre le salut de leurs frères qui les attendent encore. Ce mal qui atteint notre population gaspésienne n'est pas uniquement le propre de l'Est de la province de Québec, il fait aussi sentir ses ravages dans d'autres régions de notre province. Ce mal a une cause, et la voici: c'est qu'en travaillant à la mise en valeur de notre territoire canadien dans l'Est du Québec, on a surtout envisagé le point de vue agricole. On a omis d'intégrer dans notre économie la part nécessaire des développements industriels connexes. La conséquence de cette méprise, c'est que la production agricole, manquant de débouchés pour ses marchés, n'a pu empêcher ses fils de

résister à l'appel toujours invitant de la vie facile des centres urbains. On a négligé de mettre en valeur, chez nous, l'industrie, tant minière que forestière, pas plus que celle des pêcheries. On a négligé de décentraliser des industries groupées autour des grands centres, ce qui aurait permis à l'exploitation agricole de trouver sur place les débouchés nécessaires au complément de sa production. On a omis de garantir aux fermiers la conservation de leurs légumes verts en ne construisant pas, dans ma région, des entrepôts frigorifiques adéquats. Et pourtant, les ressources naturelles, les vastes forêts, les gisements miniers de la Gaspésie, de même que ses perspectives pétrolifères, auraient dû faire prévoir la nécessité d'une exploitation intégrale. On n'a pas su apporter ni préparer une solution à nos problèmes purement régionaux. Si, au moins, les droits fiscaux des provinces avaient été respectés, je puis vous assurer que depuis longtemps nous aurions comblé cette lacune.

Une des principales ressources naturelles de la Gaspésie, c'est la forêt. Dans mon comté, nous perdons des millions de cordes de bois, représentant des millions de dollars soustraits au revenu de notre pays. Au lieu d'offrir au marché des milliers de tonnes de papier, ou des millions de pieds de bois d'œuvre, on se contente encore de dépenser, chaque année, des millions de dollars pour sauver de l'emprise des insectes des forêts trop vieilles et qu'on aurait dû cultiver. Il faudra tout d'abord ajouter foi aux recommandations des techniciens, surtout quand elles décèlent les causes du marasme de l'industrie du bois de sciage et de la perte des marchés tant régionaux qu'internationaux, et il faudra faire appel aux connaissances des économistes afin de préparer un meilleur avenir à nos marchés de bois.

Ces marchés seront facilités par l'amélioration de nos moyens de transport. Il serait à désirer que nos voies maritimes soient ouvertes dans l'est du Québec jusqu'au port même de Québec durant les douze mois de l'année. Le travail de quelques brise-glaces, durant les quatre mois de nos hivers, pourrait assurer un service ininterrompu de navigation fluviale. Dès lors, les financiers seraient intéressés à exploiter nos ressources naturelles, et fourniraient ainsi au Trésor les impôts nécessaires à l'application de nos lois sociales. Les réseaux ferroviaires et des tronçons de routes trans-canadiennes devraient aussi assurer notre réveil économique, tout en étant un apport nécessaire à la défense de ce coin vulnérable de notre pays.

Qu'il me soit permis de mentionner ici l'urgente nécessité de construire, dans notre région gaspésienne et celle de la côte nord du Saint-Laurent, des chemins de fer qui